



## Conseil économique et social

Distr. générale  
2 décembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et de la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée :  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » :  
réalisation des objectifs stratégiques et mesures  
à prendre dans les domaines critiques  
et nouvelles mesures et initiatives**

### **Déclaration présentée par « Sociologues pour les femmes » dans la société », organisation non gouvernementale ayant le statut consultatif auprès du Conseil économique et social<sup>1</sup>**

« Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2011/1.

<sup>1</sup> Sociologues sans frontières souscrivent à la Déclaration des sociologues pour les femmes dans la société.



## Déclaration

### Les frais de scolarité devraient être supprimés en vue de réaliser l'éducation primaire universelle

En 2000, le Sommet du Millénaire a lancé un défi aux nations du monde entier : réaliser d'ici 2015 l'éducation primaire universelle (OMD 2) et éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement (OMD 3)<sup>2</sup>. Cependant, 69 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et en Afrique subsaharienne, 48 % des enfants ne terminent pas l'école primaire<sup>3</sup>. Environ deux tiers de ces enfants sont des filles<sup>4</sup>. Les frais de scolarité représentent une barrière insurmontable pour les parents des filles et contribuent largement au nombre d'enfants qui ne fréquentent pas l'école.

### Les frais de scolarité empêchent la scolarisation des enfants les plus vulnérables, notamment les filles en zones rurales

Dans certaines zones rurales, pas plus de 5 à 10 % des filles sont inscrites dans une école<sup>5</sup>. Les enfants des familles pauvres peuvent être obligés de devoir consacrer une partie de leur temps à travailler dans le secteur informel pour payer leurs frais de scolarité, au détriment du temps consacré aux études<sup>6</sup>. Les parents pauvres retardent l'entrée de leurs enfants à l'école ou remplacent l'éducation d'un enfant par un autre lorsqu'ils n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité<sup>7</sup>. Lorsque les familles affrontent des difficultés financières comme une maladie exigeant l'achat de médicaments, on utilise facilement l'argent qui a été mis de côté pour payer les frais de scolarité de la fille<sup>8</sup>.

Il y a une forte corrélation entre l'augmentation des frais de scolarité et celle du taux de défaillants de l'enseignement scolaire<sup>9</sup>. Même des frais très faibles empêchent les enfants les plus démunis d'aller à l'école. Les frais de scolarité sont

<sup>2</sup> Sociologues pour les femmes dans la société expriment leurs remerciements au D<sup>r</sup> Susan Hagood pour avoir évalué le projet de déclaration ainsi qu'à Dani Jauk pour son aide dans la recherche et dans la mise au point rédactionnelle finale.

<sup>3</sup> Campagne mondiale pour l'éducation 2010, *Back to school? The Worst Places in the World* (Retour à l'école? Les pires pays du monde pour un écolier), SaxonWold, Afrique du Sud, Campagne mondiale pour l'éducation.

<sup>4</sup> UNICEF and the World Bank, 2009, *Abolishing School Fees in Africa: Lessons from Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi and Mozambique*, (Supprimer les frais de scolarité : leçons de l'Éthiopie, du Ghana, du Malawi et du Mozambique) Washington D.C., The World Bank.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Evans, Ruth, 2002, « Poverty, HIV and Barriers to Education: Street Children's experiences in Tanzania », (Pauvreté, VIH et obstacles à l'éducation : expériences des enfants des rues en Tanzanie) *Gender and Development*, 10 (3) 3:51-62.

<sup>7</sup> Lee, Susan Hagood, 2006, « Rice Plus »: « Widows and Economic Survival in Rural Cambodia » (Du riz plus des microentreprises : la survie économique des veuves dans les zones rurales du Cambodge) New York, Routledge.

<sup>8</sup> Akuri, John, Susan Weinger and Barbara Baron, 2009, « When Personal Dreams Derail, Rural Cameroonian Women Aspire for their Children » (Lorsque le rêve s'effondre : aspirations des mères pour leurs enfants au Cameroun) *Journal of International Women's Studies*, 11 (2).

<sup>9</sup> Nguyen, Phuong, 2006 « Effects of social class and school conditions on educational enrollment and achievement of boys and girls » (Effets de la classe sociale et des conditions scolaires sur l'inscription scolaire et la réussite des garçons et des filles) *International Journal of Educational Research*, 45:153-155.

particulièrement régressifs dans la mesure où ils empêchent les enfants les plus pauvres de fréquenter l'école, les maigres ressources publiques étant ainsi réservées aux enfants de familles disposant des moyens de payer les frais de scolarité de leurs enfants<sup>10</sup>.

### **Les frais de scolarité contribuent à perpétuer la pauvreté**

Dans certaines zones, les frais de scolarité de deux élèves ou plus représentent 25 % du total des dépenses du ménage<sup>11</sup>. Les familles s'endettent pour payer les frais de scolarité et empruntent à des prêteurs qui imposent des taux usuraires de 50 % par mois. Les frais de scolarité sont prélevés sur des sommes qui auraient pu être affectées à la nourriture ou à des petits commerces<sup>12</sup>. Les femmes non scolarisées gagnent moins d'argent et doivent souvent choisir entre l'aide à la famille ou le paiement des frais de scolarité de leurs enfants<sup>13</sup>. Les femmes analphabètes travaillent pour un salaire de misère tout au bas de l'échelle de l'emploi et ne sont pas en mesure de réinvestir leurs maigres profits irréguliers dans la création d'un petit commerce parce qu'elles doivent d'abord payer la scolarité de leurs enfants<sup>14</sup>. Ceci renforce le cycle de la pauvreté. Selon les estimations, 171 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté si elles quittaient l'école munies d'une alphabétisation fonctionnelle de base<sup>15</sup>.

### **Les frais de scolarité forcent les parents à choisir entre l'éducation de leurs fils et celle de leurs filles**

Dans les sociétés patrilocales où les filles abandonnent leur famille pour celle de leur mari, il est moins avantageux pour les familles pauvres de scolariser leurs filles puisqu'elles ne rapporteront pas à l'âge adulte des revenus à la famille. Les sœurs aînées dans les familles pauvres risquent fort de ne pas pouvoir achever leurs études parce que leur travail est indispensable au foyer<sup>16</sup>. Une étude chinoise a révélé que les filles doivent entrer en compétition avec leurs frères s'agissant de l'investissement des parents dans leur éducation. Dans les zones rurales de la Chine, 80 % des filles (et 60 % des garçons) ne vont pas à l'école, en dépit de l'exigence de l'éducation universelle. Même dans les régions prospères de Chine, les trois-quarts des défaillants de l'enseignement scolaire sont des filles. Dans les années 90, le fait

<sup>10</sup> UNICEF and The World Bank, 15.

<sup>11</sup> Nguyen, Phuong.

<sup>12</sup> Van Driel, Maria, 2009. « The Social Grants and Black Women in South Africa: a Case Study of Bophenlongii Township in Gauteng », (Aides sociales et femmes noires en Afrique du Sud : étude de cas de la Township Bophenlongii à Gauteng *Journal of International Women's Studies*, 10 (4).

<sup>13</sup> Akuri, Weinger and Baron.

<sup>14</sup> Chitsiki, Colletah, 2000 « Culture as a barrier to rural women's entrepreneurship: Experiences from Zimbabwe », (La culture comme obstacle à l'entrepreneuriat des femmes : expériences au Zimbabwe), *Gender and Development*, 8:1.

<sup>15</sup> UNICEF and the World Bank.

<sup>16</sup> Post, David, 2001, « Region, Poverty, Sibship and Gender Inequality in Mexican Education: Will Targeted Welfare Policy Make a Difference for Girls? » (Région, pauvreté, frères et sœurs et inégalité dans l'éducation mexicaine : une politique sociale ciblée fera-t-elle une différence dans la situation des filles?) *Gender & Society*, 15 (3):468-489.

d'avoir un frère réduisait les chances de la fille de poursuivre des études secondaires ou supérieures<sup>17</sup>.

### **Les frais de scolarité ont pour effets des mères moins instruites et des familles en moins bonne santé**

Les mères de famille qui ont fait des études ont tendance à avoir des familles en meilleure santé. Lorsque les filles n'ont pas été scolarisées, les conséquences à long terme sont une nutrition familiale moins bonne et des maladies plus nombreuses. Ce problème est particulièrement aigu dans le cas des orphelines qui éprouvent de grandes difficultés à entrer à l'école et qui de toute probabilité n'auront pas bénéficié d'une éducation en tant que mères<sup>18</sup>. Fournir à chaque mère une éducation secondaire permettrait de sauver la vie de 1,8 million d'enfants chaque année<sup>19</sup>. Mais le manque d'argent empêche les familles d'envoyer leurs filles dans l'enseignement secondaire<sup>20</sup>.

### **Les frais de scolarité compliquent encore davantage la vie des orphelines du sida**

Les frais de scolarité constituent un vrai problème en matière de soins aux orphelines du sida<sup>21</sup>. Les grands-mères qui s'occupent de leurs petits-enfants devenus orphelins doivent lutter pour parvenir à payer leurs frais de scolarité<sup>22</sup>. Sans argent à cet effet, les orphelines du sida doivent renoncer à l'école et gagner leur vie dans la rue dans le secteur informel. Certaines trouveront peut-être un vieux protecteur qui payera leur scolarité en échange de faveurs sexuelles<sup>23</sup>, plaçant ces filles dans la situation difficile de devoir vendre leur vie privée, leur vertu et leur santé afin de pouvoir aller à l'école.

### **La suppression des frais de scolarité sera bénéfique à tous les enfants, en particulier aux enfants pauvres dans les pays en développement**

Un certain nombre de pays à faible revenu ont adopté des mesures positives et courageuses afin de réduire ces frais tel que prescrit par le Cadre d'action de Dakar de 2000<sup>24</sup>. Le taux brut d'inscription scolaire dans l'Afrique subsaharienne s'est élevé à 97 % en 2005, soit une augmentation de 36 % au cours des six dernières

<sup>17</sup> Tsui, Ming and Lynne Reich, 2002, « The Only Child and Educational Opportunity for Girls in Urban China » (L'enfant unique et les chances de scolarisation des filles en milieu urbain en Chine) *Gender&Society*, 16 (1): 74-92.

<sup>18</sup> Nyambedha, Erik Otieno, Simiu andibba and Jens Aagaard-Hensen, 2001 « Policy implications of the inadequate support systems for orphans in Western Kenya » (Incidences au niveau des politiques des systèmes inadéquats d'assistance aux orphelins au Kenya occidental), *Health Policy*, 58 : 83-96.

<sup>19</sup> Campagne mondiale pour l'éducation.

<sup>20</sup> Brown, P., & Park, A. (2002), Education and Poverty in Rural China (Education et pauvreté en Chine rurale), *Economics of Education Review*, 21, 523-541.

<sup>21</sup> Nyambedha, Wandibba and Aagaard-Hensen.

<sup>22</sup> Upton, Rebecca L. 2003 « Women have no Tribe: Connecting Carework, Gender and Migration in an Era of HIV/AIDS in Botswana » (Les femmes n'ont pas de tribu : relier soins, genre et migration à l'ère du VIH/sida au Botswana) *Gender&Society*, 17-314.

<sup>23</sup> Evans, Ruth.

<sup>24</sup> Forum mondial sur l'éducation « L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs », texte adopté à Dakar, Sénégal, 26-28 avril, par.32.

années<sup>25</sup>. Des progrès spectaculaires ont été faits en matière d'inscription dans l'enseignement primaire suite à la suppression des frais de scolarité dans les pays au Sud du Sahara, soit une augmentation de 68 % en Ouganda, de 51 % au Malawi, de 26 % au Cameroun et de 23 % en République-Unie de Tanzanie<sup>26</sup>. Dans les pays qui ont supprimé des frais de scolarité, le taux d'inscription des enfants dans le dernier quintile a augmenté de façon notable de sorte que les enfants pauvres sont les principaux bénéficiaires de la suppression des frais de scolarité. Au Malawi, par exemple, le taux net des inscriptions scolaires des enfants dans le quintile le plus bas, n'était que de 33 % en 1990. Suite à la suppression des frais de scolarité, ce taux s'est élevé jusqu'à 76 % en 1997<sup>27</sup>.

**Sans la suppression des frais de scolarité, l'objectif de l'enseignement primaire universel d'ici 2015 ne sera pas atteint**

La grande majorité des pays d'Afrique subsaharienne risque de ne pas être en mesure d'instaurer l'enseignement primaire universel ici 2015<sup>28</sup>. La République-Unie de Tanzanie est le seul grand pays d'Afrique au sud du Sahara à avoir réalisé l'enseignement primaire pour tous en 2005<sup>29</sup>. Pour aider les enfants à achever leurs études primaires, la suppression des frais de scolarité devrait être associée à de vastes programmes afin de maintenir la qualité de l'enseignement, notamment l'augmentation du nombre d'enseignants, l'élaboration de manuels pour les enseignants, outre leur formation. Le gouvernement devrait également faire baisser les coûts de scolarité indirects, tels que les uniformes, les manuels, les honoraires non officiels<sup>30</sup>. En vue de financer ces améliorations, un financement au prorata accordant un certain montant par élève s'avère de façon probante comme une solution performante pour remplacer les frais de scolarité tout en offrant une voie d'accès aux groupes vulnérables, notamment les filles démunies dans les zones rurales, les personnes handicapées et les orphelins<sup>31</sup>.

<sup>25</sup> UNICEF and The World Bank.

<sup>26</sup> Ibid., 4.

<sup>27</sup> Ibid.9-10.

<sup>28</sup> Ibid., 2.

<sup>29</sup> Ibid., 2.

<sup>30</sup> UNESCO 2010, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT : atteindre les marginalisés*, Paris, UNESCO.

<sup>31</sup> Ibid., 27.